



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Pour l'Evêque de Bangassou, « nous sommes parvenus à maîtriser la situation grâce au comité de médiation »

Bangui (Agence Fides) – « Le comité de médiation que nous avons créé est parvenu à faire en sorte que, dans notre zone, il soit possible de vivre en paix » déclare à l'Agence Fides S.Exc. Mgr Juan José Aguirre Muños, Evêque de Bangassou, dans le sud-est de la République centrafricaine, encore bouleversée par les violences des milices antibalaka qui ont pris pour cible la population musulmane.

« Cet organisme est formé par des représentants catholiques, protestants et musulmans et intervient dès que se vérifient des tensions entre les différentes communautés » explique l'Evêque. Il souligne par ailleurs que, « à la différence d'autres zones de Centrafrique, la majeure partie des musulmans de Bangassou est restée sur place, seuls quelques-uns ayant préféré s'en aller, sachant que le marché est partagé entre commerçants chrétiens et musulmans ». « Certes – ajoute-t-il – il reste au sein de la population non musulman le souvenir des violences des rebelles de la coalition Seleka mais le désir d'un retour à la normalité semble prévaloir ».

« Le modèle inauguré ici, dans l'est du pays, où, tout compte fait, la situation est plutôt tranquille, peut servir d'exemple aussi pour l'ouest et pour la capitale, Bangui » affirme Mgr Aguirre. « En effet, l'Archevêque de Bangui, S.Exc. Mgr Dieudonné Nzapalainga, s'est intéressé à notre expérience afin de voir comment la répliquer dans la capitale où, malheureusement, la situation est en revanche très préoccupante. Là en effet, les musulmans vivent dans un certain nombre de quartiers assiégés par les antibalaka ». Selon l'Evêque de Bangassou, le but de ces violences « est d'expulser la population musulmane du pays de manière à ce qu'elle ne puisse pas voter aux prochaines élections ».

« Parallèlement, dans le nord de la Centrafrique, où se sont concentrés les évacués musulmans et les anciens rebelles de la coalition Seleka, la tentation d'expulser les non musulmans devient toujours plus forte. Certains pensent à une division du pays entre un nord musulman et un sud laissé au non musulmans » conclut l'Evêque. (L.M.) (Agence Fides 04/04/2014)